



QUANTITATIVE EASING ET CLIMAT 2 :

La frénésie gazière

NOTE

Septembre 2020

QUANTITATIVE EASING ET CLIMAT 2 :

La frénésie gazière

Écriture :
Paul Schreiber, Reclaim Finance

Contributeur :
Lucie Pinson, Reclaim Finance

Design graphique :
Jordan Jeandon, Graphic designer

Publication date:
Septembre, 2020

Credits photo:
Pexels

En réponse au Covid-19, la Banque Centrale Européenne (BCE) prévoit d'acquérir 1470 milliards d'euros d'actif en 2020-2021, soit plus de 50% de son bilan au 1er juin 2020¹.

Cette intervention historique soutient actuellement les pollueurs. Le rapport Quantitative easing et climat : le sale secret de la BCE, publié en mai 2020, révélait que 38 entreprises des énergies fossiles – dont 10 du charbon – bénéficiaient des achats d'actifs de la BCE² (« quantitative easing »).

Sous pression, la BCE a admis³ que ses achats d'actifs devraient être revus pour intégrer des critères éthiques et environnementaux. Cependant, elle continue à reporter toute action en se réfugiant derrière la révision stratégique en cours. Cette procédure ne sera pas achevée avant mi-2021, sera probablement reportée en raison de la crise⁴, et n'aura aucun effet avant 2022.

Bien trop tard : de nouvelles recherches révèlent que **les entreprises soutenues par la BCE jouent un rôle important dans le secteur gazier en développement⁵ et prévoient de nombreuses nouvelles infrastructures gazières.** En soutenant celles-ci, la BCE remet en cause l'atteinte des objectifs climatiques en contribuant significativement à l'expansion gazière.

La politique de la BCE conforte le dangereux discours selon lequel le gaz naturel est une alternative aux autres énergies fossiles, en dépit du fait que :

- **Nous devons sortir des énergies fossiles d'ici 2050** pour avoir une chance d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. La consommation des réserves fossiles actuellement exploitées excéderait un budget carbone 2°C⁶ et la moitié des réserves gazières devraient rester inutilisées pour avoir une chance d'atteindre cet objectif⁷.
- **Le gaz naturel est loin d'être une énergie « bas-carbone ».** Sa combustion émet en moyenne 320 kilogrammes de CO₂ par équivalent baril de pétrole (kg CO₂/boe), environ 59% des émissions du charbon, 79% de celle du pétrole brut et 89% de celle du pétrole liquéfié. 100 kg CO₂/boe supplémentaires sont émis lors de son processus de production⁸. De plus, le gaz naturel liquéfié (GNL) nécessite un processus très intensif en énergie. Sur son cycle de vie, le GNL émet 134% des émissions de sa combustion⁹.
- **L'exploitation gazière cause de nombreuses fuites de méthane.** Le potentiel de réchauffement atmosphérique du méthane est 80 fois supérieur à celui du CO₂ durant les 20 premières années¹⁰ suivant son émission et sa concentration atmosphérique s'est dramatiquement accrue ces dernières années¹¹.
- **L'électricité produite à partir de gaz naturel est plus chère que celle des énergies renouvelables.** D'ici 2025, l'électricité éolienne sera 46% moins chère, l'électricité solaire 49%¹².

La BCE met le gaz, en Europe et partout dans le monde

24 entreprises¹³ qui bénéficient des achats d'actifs de la BCE participent activement à la ruée vers le gaz¹⁴ :

- En Europe, elles opèrent 123 centrales et extraient le gaz fossile de 48 sites. Elles prévoient d'ouvrir 8 nouvelles centrales et d'exploiter le gaz dans 2 nouvelles zones.
- Dans le monde, elles opèrent 96 pipelines de gaz et 97 terminaux GNL. Elles prévoient 11 nouveaux pipelines et 41 terminaux.

Infrastructures gazières européennes exploitées, en construction ou proposées par les entreprises soutenues par la BCE

	Infrastructures gazières en service	Nouveaux projets gaziers
Centrales à gaz	123	8
Sites d'extraction de gazière	48	2

Infrastructures gazières mondiales exploitées, en construction ou proposées par les entreprises soutenues par la BCE

	Infrastructures gazières en service	Nouveaux projets gaziers
Pipelines de gaz	96	11
Terminaux GNL	97	41

La BCE soutient les grands développeurs gaziers

Avec son quantitative easing la BCE soutient 11 entreprises développant 62¹⁵ nouveaux projets gaziers¹⁶.

Parmi elles, 4 entreprises sont présentes dans 45 projets : Total, Shell, Engie et Enel. 35 de ces projets concernent le très dynamique, polluant et économiquement problématique gaz naturel liquéfié (GNL)¹⁷.

Développeurs gaziers soutenues par la BCE

Entreprise	Nouveaux projets gaziers
Total	23
Shell	13
Engie	5
Enel	5
Eni	4
Enagas	4
EDF	3
Snam	3
E.ON	2
OMV	2
Repsol	1

4 plus grands développeurs gaziers soutenus par la BCE

Entreprise	Terminaux GNL	Pipelines de gaz	Sites d'extraction européen	Centrale à gaz européenne
Total	23	0	0	0
Shell	7	5	1	0
Engie	4	1	0	0
Enel	1	0	0	4

CONCLUSION

La BCE doit arrêter de participer au chaos climatique

En refusant de mettre fin à l'achat de titres liés aux énergies fossiles, la BCE alimente l'expansion gazière et contribue à la diffusion du mythe du gaz comme « énergie de transition¹⁸ » créé par les lobbyistes¹⁹. Malgré la nécessité de sortir progressivement de toutes les énergies fossiles, ces achats soutiennent des entreprises qui investissent massivement dans les infrastructures fossiles et prévoient d'augmenter leurs productions de gaz naturel.

De plus, de nombreux projets prévus par ces entreprises - comme les projets mozambicains de Total²⁰ - posent des problèmes éthiques et contreviennent au respect des droits de l'Homme²¹.

La BCE doit immédiatement exclure les entreprises dont les pratiques sont incompatibles avec l'Accord de Paris de ses achats d'actifs, en commençant par celles qui développent de nouveaux projets d'énergies fossiles²².

METHODOLOGIE

Cette note compare la liste des entreprises des énergies fossiles précédemment identifiées par Reclaim Finance, intitulé [Quantitative easing et climat : le sale secret de la BCE](#), avec des données de la [Global Fossil Infrastructure Tracker](#) et du [Europe Gas Tracker](#) à jour fin juillet 2020.

La note sépare les infrastructures gazières déjà en service des nouvelles infrastructures, en constructions ou proposées.

Quand plusieurs acteurs bénéficiant des rachats d'actifs sont impliqués dans une infrastructure ou un projet, l'infrastructure ou le projet est comptabilisé une fois dans les données individuelles de chaque acteur impliqué et une seule fois les données agrégées totale.

Le Global Fossil Infrastructure Tracker est un outil publié du Global Energy Monitor et du Global Oil and Gas Network qui liste les pipelines gaziers et pétroliers et les terminaux GNL en développement, en service ou abandonnés. La méthodologie est disponible à <http://ggon.org/fossil-tracker/methodology/>.

Le Europe Gas Tracker est un outil publié du Global Energy Monitor qui les infrastructures gazières européennes en développement, en service ou abandonnés. La méthodologie est disponible à <https://globalenergymonitor.org/tracker/>.

REFERENCES

1. La BCE a commencé par acheter 120 milliards d'actifs supplémentaires avant de créer un programme spécifique (Pandemic Emergency Purchase Program - PEPP) permettant - à la suite de deux décisions - l'achat de 1350 milliards d'euros d'actifs en 2020-2021. En prenant en compte les achats prévus avant la crise, la BCE devrait acquérir 1 700 milliards d'actifs en deux ans.
2. Reclaim Finance, [Quantitative easing et climat : le sale secret de la BCE](#), mai 2020.
3. Voir l'interview de Christine Lagarde dans le [Financial Times](#) à la [télévision française](#). La BCE a récemment mis son [question/réponses](#) sur le CSPP à jour, il indique désormais : "the ECB shares the view that an awareness of environmental issues, together with ethical and socially responsible behaviour, are important for society and actively supports several initiatives in this context beyond the purchase of green bonds under the CSPP.", are important for society and actively supports several initiatives in this context beyond the purchase of green bonds under the CSPP."
4. La BCE a déjà décidé que la consultation publique restera ouverte jusqu'à fin octobre 2020, et non fin août comme initialement prévu.
5. Voir le [Key World Energy Statistics 2020](#) et les [Natural Gas Statistics](#) de l'AIE.
6. Voir: [The Production Gap Report 2019](#) ; Kelly Trout, "[The Sky's Limit and the IPCC Report on 1.5 Degrees of Warming](#)", Oil Change International, octobre 2018.
7. Christophe McGlade et Paul Ekins, "[The geographical distribution of fossil fuels unused when limiting global warming to 2 °C](#)", Nature, janvier 2015.
8. ODI, [FAQ 3 oil, gas and poverty climate and human rights](#), mars 2020.
9. Paul Balcombe, [Methane emissions from the natural gas supply chain](#), 2016.
10. François-Marie Bréon et al., [Anthropogenic and Natural Radiative Forcing](#), IPCC, 2013
11. RB. Jackson et al., "[Increasing anthropogenic methane emissions arise equally from agricultural and fossil fuel sources](#)", IOP, juin 2020.
12. Carbon Brief, "[Wind and solar are 30-50% cheaper than thought](#)", août 2020.
13. Engie, Enagás, EnBW, EDF, Enel, EDP, Eni, EVN AG, N.V.Nederlandse Gasunie, OMV Aktiengesellschaft, Repsol, Shell, Snam, Total, E.On, Redexis, Vier Gas, A2A, Cepsa, Energie AG Oberösterreich, ERG, Hera, Iren, Zapadoslensenska energetika.
14. D'après l'Agence Internationale de l'Energie, presque un quart de l'électricité mondiale est générée en brûlant du gaz naturel. En 2018, la production d'électricité par le gaz a augmenté de 4%. Le remplacement du charbon par le gaz, principalement en Chine et aux USA, a compté pour un cinquième de cette augmentation. L'Europe développe elle aussi le gaz : des projets gaziers sont inclus aux "projets d'intérêt commun" de l'Union, les dirigeants européens et l'AIE proposent plus de gaz dans le mix énergétique européen, l'Allemagne prévoit d'utiliser des centrales à gaz pour réduire sa dépendance au charbon, le gaz naturel pourrait être intégré à la taxonomie... En Europe, 160 projets gaziers sont proposés et 32 sont déjà en construction, selon les données du [Europe Gas Tracker](#) au 21 août 2021. Voir les rapports [Gas at a crossroad](#) et [Gas Bubble](#) du Global Energy Monitor pour plus de précisions sur l'expansion gazière.
15. Quelques projets impliquent plusieurs acteurs soutenus par la BCE. Dans ce cas, les projets sont comptabilisés comme étant poursuivi par chaque acteur individuellement mais une unique fois dans le compte total.
16. En plus des infrastructures gazières mentionnées, les compagnies bénéficiant des achats d'actifs de la BCE opèrent 76 pipelines de pétroles et en proposent 5 nouveaux : Total (3), Shell (1) and Eni (1)
17. Global Energy Monitor, [Gas Bubble: Tracking Global LNG Infrastructures](#), 2020.
18. Pour des connaître les raisons pour lesquelles le gaz naturel ne peut être une "énergie de transition", voir le [Q&A](#) d'ODI et le rapport [Burning the Gas 'Bridge Fuel' Myth: Why Gas Is Not Clean, Cheap, or Necessary](#) d'OCI.
19. Reclaim Finance, [Behind the Curtain: When the gas and nuclear lobbies reshape the EU Sustainable Taxonomy](#), août 2020.
20. Les Amis de la Terre France, [De l'eldorado gazier au chaos](#), juin 2020.
21. 350.org, [Human Rights Abuses By Fossil Fuel Companies](#), février 2020.
22. Pour des propositions détaillées, voir la conclusion du [Quantitative easing et climat : le sale secret de la BCE](#) de Reclaim.

QUANTITATIVE EASING ET CLIMAT 2 :

La frénésie gazière

Reclaim Finance 2020

Reclaim Finance est une association affiliée aux Amis de la Terre France fondée en 2020 et 100% dédiée aux enjeux liant finance et justice sociale et climatique. Dans le contexte d'urgence climatique et de perte de biodiversité, une des priorités de Reclaim Finance est de contribuer à l'accélération de la décarbonation des flux financiers. Reclaim Finance lance l'alerte sur les impacts de certains acteurs financiers, dénonce les pratiques les plus nocives et met son expertise au service des autorités publiques et des acteurs financiers désireux de transformer les pratiques existantes de manière à les soumettre aux impératifs écologiques.

contact@reclaimfinance.org

